le pays). Bien que les militaires aient discuté de l'évolution de la situation avec les représentants des trois organes du gouvernement tout au long de cette période de chaos au sommet, les militaires sont demeurés dans leurs casernes.

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

L'Afrique et le Moyen-Orient ont affiché des résultats mitigés en 1995. On a de toute évidence continué de progresser grâce à la tenue de certaines élections de transition dans la région, maintenant une tendance vieille de près de cinq ans. À plus d'une occasion, les grands partis ou regroupements d'opposition ont refusé de participer à ce qu'ils considéraient comme un processus inéquitable. Certes, bon nombre des scrutins étaient loin d'être idéals que ce soit sur le plan technique ou politique, mais ils représentaient néanmoins un pas en avant en vue de l'instauration d'une tradition électorale démocratique dans tous ces pays.

En Afrique, la menace de coups d'État plane sans cesse bien que ceux de 1995 aient été éphémères. La prise du pouvoir par les militaires à Sao Tomé-et-Principe en août n'aura duré qu'une semaine grâce à la médiation fructueuse de l'Angola et aux pressions internationales. Aux Comores, un coup d'État dirigé par des mercenaires a été renversé grâce à l'intervention militaire des Français en octobre. On a par la suite déterminé un calendrier électoral précis et des élections ont eu lieu en mars 1996 (on trouvera davantage de détails dans l'Année en revue 1996).

En Gambie, des tentatives de coup visant à retarder le retour prévu à la démocratie en 1996 ont été bloquées et l'on continue de respecter le calendrier, les élections étant prévues pour le milieu de 1996. Toutefois, l'arrestation de 35 membres de l'ancien parti au pouvoir et de deux anciens députés en 1995 pour avoir manifesté en faveur du retour de l'ancien président a soulevé certaines inquiétudes au sujet du climat électoral qui prévaudra. (Voir la rubrique Commonwealth dans la section sur les organisations multilatérales pour plus de renseignements.)

En Éthiopie, des élections ont eu lieu pour la première fois de l'histoire en mai. Bien que les tentatives d'intégrer l'opposition à la démarche aient échoué et que la plupart des partis d'opposition aient boycotté le scrutin, les élections ont permis d'avancer de quelques pas sur la voie de la démocratisation dans la Corne de l'Afrique. Étant donné le boycott, le nouveau Parlement représente toutefois une gamme moins diversifiée d'intérêts que l'Assemblée législative précédente, nommée dans le cadre du processus de transition. Le Canada a appuyé l'effort électoral au moyen d'un programme